

**Arrêté préfectoral N°DDETSPP SV EN 2022-01-20-001** 25-2022-02-14-00004  
Portant autorisation environnementale

**EARL Poulailier KOLLY**  
**route de Baume-Les-Dames**  
**25360 GONSANS**

**Le préfet du Doubs**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles dite « directive IED » ;

**Vu** la décision d'exécution 2017/302/UE du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dites « MTD » pour l'élevage de volailles ou de porcs ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 3660-a ;

**Vu** le décret N° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux Directions Départementales Interministérielles ;

**Vu** le décret du 23 juin 2021 portant nomination du Préfet du Doubs – M. COLOMBET Jean-François ;

**Vu** le décret du 6 septembre 2021 portant nomination du secrétaire général de la Préfecture du Doubs – M. PORTAL Philippe ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** la déclaration de modification d'une installation classée pour la protection de l'environnement en date du 29/07/2020 déposée par l'EARL Poulailier Kolly ;

**Vu** l'arrêté n° 25-2021-09-27-0001 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à M. Philippe PORTAL Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

**Vu** la demande du 07/08/2020, présentée par l'EARL Poulailler Kolly dont le siège social est situé route de Baume-Les Dames 25360 GONSANS, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de 48973 poules pondeuses en plein air située à la même adresse que le siège social ;

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 09/03/2021 suite à la demande du service instructeur en date du 02/12/2020 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'avis de l'Autorité Environnementale dans le délai de 2 mois prévu à l'article R.122-7 du code de l'environnement (absence d'avis publié le 16/08/2021 sur le site de la MRAe) ;

**Vu** le rapport de recevabilité en date du 23 juillet 2021 de la dite demande établi par l'inspection de l'environnement ;

**Vu** la décision n°E21000057/25 en date du 6 août 2021 du président du tribunal administratif, portant désignation de Monsieur Louis PAGNIER en tant que commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°Préfecture-DCPPAT-BCEEP-2021-08-18-0001 en date du 18 août 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 1 mois du 27 septembre au 28 octobre 2021 inclus ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans la commune de Gonsans et dans les communes dans un rayon de 3km ;

**Vu** les publications en date du 06/09/2021 et du 27/09/2021 de cet avis dans l'Est Républicain et en date du 03/09/2021 et 01/10/2021 dans La Terre de Chez Nous ;

**Vu** le rapport d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 25 novembre 2021 ;

**Vu** les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de Gonsans, Bouclans et Côtebrune ;

**Vu** l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des communes de Aissey, Chaux-Les-Passavant, Glamondans, Magny-Châtelard et Vercel-Villeudieu-Le-Camp avant le 12/11/2021 ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 20 décembre 2021 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 4 janvier 2022 ;

**Vu** le mail de l'exploitant en date du 7 janvier 2022 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**Vu** l'avis favorable en date du 20 janvier 2022 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les remarques soulevées lors de la phase d'examen et lors de l'enquête publique ont fait l'objet de réponses de la part du pétitionnaire et font l'objet de prescriptions au présent arrêté autant que nécessaire ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à l'élevage de volailles ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3660-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Doubs,

## ARRÊTE

### Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

#### Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

##### Article 1.1.1- exploitant titulaire de l'autorisation

L'EARL Poulailier Kolly, (SIRET 82435664600011), dont le siège social est situé à route de Baume Les Dames 25630 GONSANS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et de la réglementation applicable, à exploiter sur le territoire de la commune de GONSANS, un élevage de 48 973 poules pondeuses en plein air.

##### Article 1.1.2- Élevage relevant de la directive IED

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique IED principale est la rubrique 3660 relative aux élevages intensifs et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF (document de référence dans l'Union Européenne sur les élevages intensifs de porcs et volailles).

#### Chapitre 1.2 – Nature des installations

##### Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Seuil de classement (A, A-S, A-SB, E, DC, D, NC)	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site
<i>Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30</i>	3660-a	A	48 973 emplacements pour les volailles

kg) . c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies Nota. Par « volailles », on entend : les poulets, poules, dindes, pintades, canards, oies, cailles, pigeons, faisans et perdrix, élevés ou détenus en captivité en vue de leur reproduction, de la production de viande ou d'œufs de consommation ou de la fourniture de gibier de repeuplement.			
Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75t/j b) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 75 t/j ..... c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t/j ..... (...)	2780-1	NC	2,5 t/j
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. (...)	2160	NC	86 m3

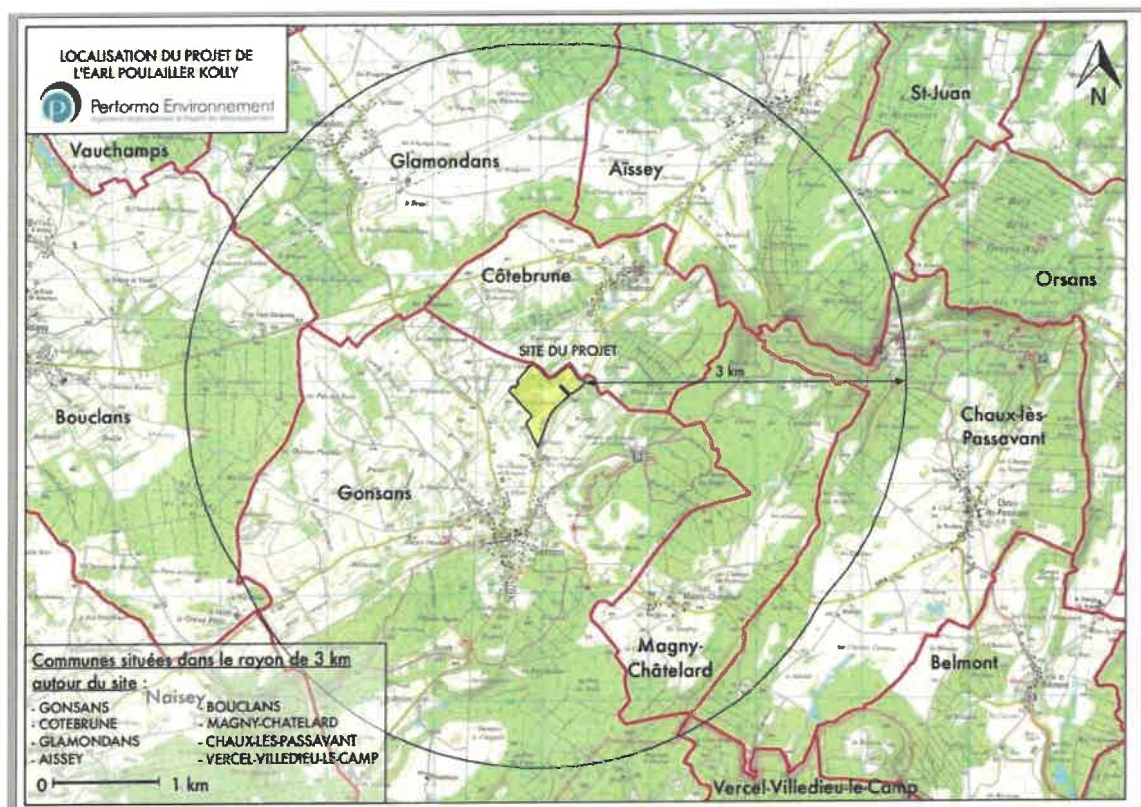
•A : autorisation ; S : Seveso Haut ; SB : Seveso Bas ; E : enregistrement ; DC : déclaration soumise à contrôle ; D : déclaration ; NC : non classé mais proches ou connexes des installations du régime A

L'établissement est classé au titre de la Directive IED (Industrial Emissions Directive) n°2010/75/EU du 24 novembre 2010 (directive remplaçant la directive IPPC (Integrated Pollution Prevention and Control) n°2008/01/CE du 15 janvier 2008) pour l'exploitation d'un élevage de volailles pour un effectif supérieur à 40 000 emplacements. La rubrique 3660 a été créée par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées. Ce décret est survenu dans le cadre de la transposition de la directive IED.

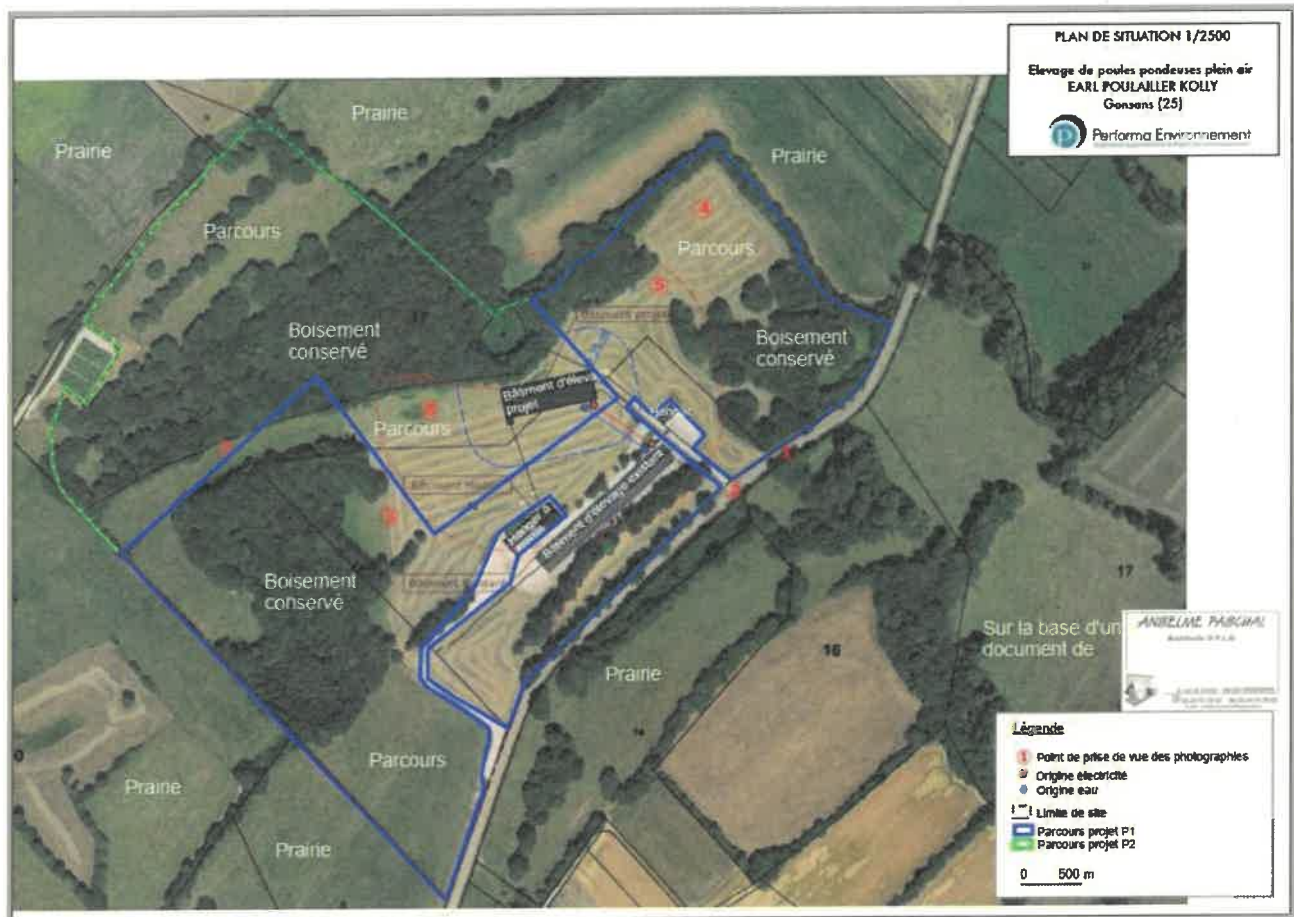
Cette directive oblige les projets à aligner leurs performances environnementales sur celles des meilleures techniques disponibles. Ainsi, le BREF élevage définit les meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions d'ammoniac des plus grandes exploitations.

### Article 1.2.2 - Situation de l'établissement

Le site est localisé route de Baume-Les-Dames sur la commune de Gonsans.







### **Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées**

Les installations sont composées de :

- deux bâtiments d'élevage ;
- un hangar à fientes ;
- un local à œufs ;
- quatre silos de stockage des aliments ;
- parcours plein air d'une superficie totale de 19,59 ha.

### **Chapitre 1.3 – Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

### **Chapitre 1.4 – Durée de l'autorisation**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives à compter du jour de sa notification, sauf cas de

force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

## **Chapitre 1.5 – Modifications et cessation d'activité**

### **Article 1.5.1 – Modification du champ de l'autorisation**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite du projet.

Toute modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

### **Article 1.5.2 – Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **Article 1.5.3 – Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article 1.5.4 – transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

### **Article 1.5.5 – Changement d'exploitant**

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent le transfert.

### **Article 1.5.6 – Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-1, l'usage à prendre en compte est le suivant : activité d'élevage similaire.

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,

- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la vidange des équipements (fosses de stockage des effluents, cuves de stockage, silos....)
- la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

## **Chapitre 1.6 – Incidents ou accidents**

### **Article 1.6.1 – Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.183-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **Chapitre 1.7 – Réglementation**

### **Article 1.7.1 – Réglementation applicable**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-après (liste non exhaustive) :

21/02/17	Conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles issues du BREF élevages intensifs.
15/02/17	Décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil, pour l'élevage intensifs de volailles.
27/12/13	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101,2102,2111 et 3360 de la nomenclature des installations classées.
04/10/10	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
31/01/08	Arrêté ministériel relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets.
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement



### **Article 1.7.2 – Respect des autres législations et réglementations**

Le présent arrêté d'autorisation environnementale fixe en outre les prescriptions spécifiques applicables à l'établissement pour le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement en complément des prescriptions générales applicables précitées, sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables notamment le code rural et de la pêche maritime, le code de la santé publique....

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

### **Chapitre 1.8 – Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### **Chapitre 1.9 – Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **Chapitre 1.10 – Consignes**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

## **Titre 2 – Prescriptions particulières**

### **Chapitre 2.1 – Compléments et renforcements des prescriptions générales**

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées/renforcées par celles des articles suivants.

#### **Article 2.1.1 – Compatibilité avec la gestion des parcelles boisées**

La parcelle ZD17 est en partie une forêt communale (parcelle 43). Elle ne sera pas modifiée dans le cadre de la mise en place du parcours.

La planification de la gestion de la forêt communale de Gonsans est déterminée par le Plan d'aménagement forestier établi pour la période 2016-2035

La parcelle 43 (2,47 ha) au plan d'aménagement est classée en groupe d'amélioration de feuillus.

Une convention d'occupation tripartite Exploitant – Mairie – ONF sera rédigée et transmise au service d'inspection.

#### **Article 2.1.2 – Gestion des effluents**

Les poules pondeuses, compte-tenu du mode d'élevage pratiqué, ont accès au parcours. Une partie des fientes est donc produite au parcours.

Un trottoir étanche de 5 m de large au Nord et de 1 m au Sud est en place sur le bâtiment 1.

Le bâtiment 2 dispose d'un trottoir de 1 m sur les deux longs pans. De plus, il s'accompagne de la mise en place d'un jardin d'hiver.

Il est estimé qu'environ 40% des fientes émises au parcours sont maîtrisées dans le jardin d'hiver et sur les trottoirs.

Les trottoirs sont raclés chaque semaine permettant de collecter les fientes et de les transférer dans le hangar à fientes.

L'enherbement des parcours sera reconstitué lorsqu'il aura été endommagé.

Les déjections de poules pondeuses en sortie des bâtiments d'élevage sont valorisées en amendement organique par compostage.

Dans les salles d'élevage, les fientes fraîches sont récupérées sur des tapis sous chaque ligne d'alimentation. Sur le bâtiment 1, les fientes sont transportées quotidiennement par un convoyeur (cycle complet du tapis en 3 j) vers le hangar à fientes. Sur le bâtiment 2, les fientes sont récupérées sur des tapis de collecte et convoyées vers le hangar à fientes 2 à 3 fois par semaine.

Les fientes sèches sont valorisées en engrais organique normalisé puis commercialisé.

Afin de produire un amendement ou un engrais organique, le tas de fientes doit atteindre au moins 55°C pendant une durée minimale totale de 15 jours. Un suivi de température et d'hygrométrie est assuré à l'aide d'une sonde. Le relevé sera effectué tous les 2 jours en 2 points du tas et au cœur du tas (60 cm de profondeur). Les résultats seront consignés par écrit dans un registre de suivi des températures tenu à disposition du service d'inspection.

Ensuite, la phase de maturation doit durer au minimum 8 semaines.

L'exploitant s'engage à suivre une formation spécifique afin de maîtriser ce type de procédé. L'attestation de formation sera fournie au service des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Article 2.1.3 – mode d'exploitation**

Chaque poule dispose de 4 m<sup>2</sup> de parcours. Une bande dure 12 à 13 mois respectant une occupation en continu inférieure à 24 mois.

Les deux bâtiments d'élevage sont associés chacun à un parcours, séparé par une clôture pour garantir chaque jour le retour des poules au bâtiment selon l'effectif autorisé en fonction des équipements présents dans chaque salle d'élevage.

L'entretien des parties enherbées des parcours est réalisé à l'aide d'une faucheuse. Les parcours seront fauchés trois fois par an et la fauche sera retirée du parcours.

L'accès au parcours est offert aux poules pondeuses dans la matinée et jusqu'à la tombée de la nuit. En cas de conditions climatiques fortement dégradées, les poules pondeuses du bâtiment 2 peuvent rejoindre le jardin d'hiver.

#### **Article 2.1.4 – défense contre l'incendie**

La défense incendie est assurée par une citerne souple de 120 m<sup>3</sup> implantée à proximité du bâtiment 1.

Les moyens internes de défense incendie reposent sur des extincteurs adaptés à la nature du risque :

- Extincteurs CO<sub>2</sub> de 2 à 6 kg à proximité des armoires électriques,
- Extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg à proximité du groupe électrogène, des stockages de gaz et de la cuve de fuel,
- Extincteurs à eau pulvérisée à chaque extrémité du bâtiment.

L'entretien des extincteurs sera réalisé sur une fréquence annuelle.

Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées régulièrement.

Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux des installations.

Afin de permettre l'accès aux engins de lutte contre l'incendie, la voie privée permettant d'accéder depuis la RD 492 aux bâtiments d'élevage est de 5m de large (> 3m) et est stabilisée (résistance > 160 kN).

Les vannes de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

#### **Article 2.1.5 – consommation d'eau**

La consommation d'eau sur le site est la suivante :

POSTE	Volume / bande
Abreuvement	3 577 m <sup>3</sup>
Sas sanitaires	22 m <sup>3</sup>
Brumisation bâtiment 1	120 m <sup>3</sup>
Nettoyage des bâtiments	70 m <sup>3</sup>
TOTAL	4 227 m <sup>3</sup>

La maîtrise de la consommation repose sur :

- limitation des consommations en eau aux postes vitaux pour les animaux,

- compteur volumétrique à l'entrée de chaque salle d'élevage,
- électrovanne de coupure d'eau la nuit,
- relevé des compteurs une fois par mois et en cas de consommation anormalement élevée recherche de la cause et mesures de réparation mises en œuvre dans des délais
- tenue d'un registre des consommations,
- l'installation de brumisation du bâtiment d'élevage 1 est mise en service uniquement en cas de fortes chaleurs et le système de distribution d'eau fait l'objet de contrôles visuels réguliers, réduisant au minimum les consommations,
- distribution de l'eau par un système de pipettes permettant de limiter les pertes par l'évaporation. L'eau est transmise directement depuis le système de distribution, sans passage dans l'air ambiant.
- la consommation en eau pour le nettoyage des bâtiments est limitée au strict minimum nécessaire à la maîtrise des conditions sanitaires,
- une consommation en eau limitée dans les sas sanitaires (simple lavabo dans le bâtiment projet),
- mise en place d'une cuve tampon de 20 m³ pour prévenir le risque de coupure d'eau sur le réseau.

#### **Article 2.1.6 – mesure de bruit**

Le tiers d'habitation le plus proche est situé au Sud-Est à 670 m du bâtiment 1.

Conformément aux MTD, un plan de gestion du bruit devra être mis en place en cas de plainte du voisinage.

#### **Article 2.1.7 – suivi sanitaire de l'élevage**

Un suivi continu et quotidien de l'élevage est réalisé afin de détecter rapidement la présence d'animaux malades ou suspects pour le cas échéant engager une intervention adaptée auprès du vétérinaire sanitaire.

Aucune utilisation systématique d'antibiotiques n'est pratiquée. La prophylaxie de l'élevage est réalisée sous contrôle du vétérinaire sanitaire.

### **Titre 3 – Gestion de l'établissement**

#### **Chapitre 3.1 – Exploitation des installations**

##### **Article 3.1.1 – objectifs généraux**

L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles répertoriées dans le BREF-élevages, qu'il a définies dans son dossier d'autorisation. Destinées à améliorer les performances environnementales des installations et à réduire leurs effets sur l'environnement, elles reposent sur :

- un système de management environnemental et suivi des évolutions concernant les techniques mises en œuvre au sein de son élevage,
- une bonne organisation interne (présence quotidienne sur l'exploitation et contrôle régulier des équipements),
- une stratégie nutritionnelle permettant de réduire l'azote et le phosphore excrétés par les animaux,
- une utilisation rationnelle de l'eau provenant du réseau public,
- une utilisation rationnelle de l'énergie,
- une réduction des émissions sonores, des émissions de poussières et des odeurs,
- la mise en place de technique pour réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement des volailles et respecter le niveau d'émission associé fixé,
- le respect du plan d'épandage.

Les meilleures techniques disponibles sont recensées dans des référentiels européens (BREF) disponibles sur le site : [www.aida.ineris.fr](http://www.aida.ineris.fr)

L'exploitant doit prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement chroniques, accidentels, directs ou indirects, de matières ou de substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement.

#### **Article 3.1.2 – Périmètre d'éloignement**

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :

- 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;

- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;

- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.

### **Chapitre 3.2 – Intégration dans le paysage et biodiversité**

#### **Article 3.2.1 – propreté**

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues et de déchets.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les bâtiments dans l'environnement local.

#### **Article 3.2.2 – biodiversité**

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation notamment en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de types d'espèces locales, bosquets talus enherbés, points d'eau.

### **Chapitre 3.3 – Danger ou nuisance**

Tout danger ou nuisance susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.



## **Titre 4 – Prévention des risques et accidents**

### **Chapitre 4.1 – Principes directeurs et dispositions constructives**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage.

Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

#### **Article 4.1.1 – voies de circulation**

Les voies de circulation internes à l'élevage sont entretenues de telle sorte qu'elles ne soient pas à l'origine de pollution des accès et des eaux de ruissellement.

### **Chapitre 4.2 – Protection contre l'incendie**

La défense incendie est assurée par une citerne souple de 120 m<sup>3</sup> implantée à proximité du bâtiment 1.

Les moyens internes de défense incendie reposent sur des extincteurs adaptés à la nature du risque :

- Extincteurs CO<sub>2</sub> de 2 à 6 kg à proximité des armoires électriques,
- Extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg à proximité du groupe électrogène, des stockages de gaz et de la cuve de fuel,
- Extincteurs à eau pulvérisée à chaque extrémité du bâtiment.

L'entretien des extincteurs sera réalisé sur une fréquence annuelle.

Afin de permettre l'accès aux engins de lutte contre l'incendie, la voie privée permettant d'accéder depuis la RD 492 aux bâtiments d'élevage est de 5m de large (> 3m) et est stabilisée (résistance > 160 kN).

Les vannes de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

### **Chapitre 4.3 – Prévention des accidents**

Les installations électriques et techniques sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Elles sont vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur de l'environnement.

## **Titre 5 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques**

### **Chapitre 5.1 – Prélèvements et consommation d'eau**

L'approvisionnement en eau de l'élevage sera assuré par l'adduction d'eau publique.  
La consommation d'eau prévue est indiquée à l'article 2.1.5 du présent arrêté.

#### **Article 5.1.1 – protection des réseaux d'eau potable**

La canalisation d'arrivée d'eau du réseau public sur le site d'exploitation est équipée d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable ou tout autre dispositif équivalent. Une maintenance annuelle de ce dispositif doit être assurée.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau du site. Un relevé des consommations est réalisé régulièrement pour permettre une amélioration de la gestion des ressources en eau et une identification rapide des éventuelles fuites.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

#### **Article 5.1.2 – Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse**

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable dès sa publication.

### **Chapitre 5.2 – Gestion des eaux pluviales**

Les eaux pluviales des aires stabilisées sont infiltrées.

Les eaux pluviales de toitures des bâtiments d'élevage sont collectées par des gouttières. Elles sont exemptes de pollution et ne présentent pas de nuisance pour le milieu naturel. Elles seront infiltrées en pied de bâtiment dans des puits d'infiltration pour le bâtiment 2 et infiltrées directement dans le milieu naturel pour le bâtiment 1 et le hangar à fentes.

Les eaux pluviales de toitures ne sont jamais en contact avec les déjections animales.

### **Chapitre 5.3 – Gestion des eaux usées**

Les eaux usées de nettoyage des bâtiments et matériel d'élevage seront collectées dans une fosse existante de 5 m3 associée au bâtiment 1 (à côté du long pan Nord Ouest) et dans une autre fosse de 5 m3 associée au bâtiment 2 (à côté du long pan Sud Est).

Compte-tenu de leur origine, elles sont principalement constituées d'eau présentant des traces de matière organique.

Les eaux présentes dans ces fosses sont pompées et évacuées par un vidangeur professionnel au fur et à mesure du remplissage des fosses durant la phase de nettoyage. Le vidangeur les transportera en camion citerne jusqu'à un centre de traitement.

### **Chapitre 5.4 – Gestion des effluents et épandage**

Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles est strictement interdit.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage des effluents.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation

et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux et des sols.

La quantité de fientes estimée pour 48 973 poules pondeuses est de 926 T/an (soit 2,5 T/j).

Les fientes sont commercialisées auprès d'utilisateurs directs ou de revendeurs.

L'EARL POULAILLER KOLLY souhaite à terme valoriser les effluents produits sur le site en engrais organique normalisé NF U 42-001, type 12-2 et sous la dénomination «Compostage, avec ou sans ajout de déchets verts» en déposant un dossier de demande d'agrément sanitaire au Préfet.

## **Titre 6 – Prévention de la pollution atmosphérique**

### **Chapitre 6.1 – dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

### **Chapitre 6.2 – odeurs et gaz**

Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Les émissions gazeuses issues de l'élevage sont diluées grâce à la ventilation dynamique ajustée automatiquement par une centrale de pilotage installée dans les bâtiments.

### **Chapitre 6.3 – émission et envol de poussières**

Les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

Les bâtiments respectent les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives aux émissions dans l'air pour les élevages de volailles.

L'aliment circule en circuit fermé ce qui limite les poussières.

## **Titre 7 – Déchets**

### **Chapitre 7.1 – principes de gestion**

#### **Article 7.1.1 –limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

#### **Article 7.1.2 –stockage des déchets et sous-produits**

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

Les déchets vétérinaires seront repris par le vétérinaire intervenant sur le site.

Les autres déchets seront collectés par l'exploitant puis repris par la coopérative ou déposés à la déchetterie.

#### **Article 7.1.3 –cas particulier des cadavres d'animaux**

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage.

Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Tous les jours, l'exploitant enlèvera les volailles mortes des salles d'élevage puis les placera dans des sacs, déposés dans des congélateurs disposés en extrémité de bâtiments.

Avant passage de l'équarrisseur, l'exploitant transférera les cadavres dans les bacs équarrissages situés à l'extérieur. L'évacuation pour l'élimination des cadavres sera assurée à la demande de l'exploitant, par un équarrisseur agréé (SARIA).

## **Titre 8 – Prévention des nuisances sonores**

### **Chapitre 8.1 – le bruit**

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

À cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## **Titre 9 –surveillance des émissions et de leurs effets**

### **Chapitre 9.1 – programme d'autosurveillance**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

## **Chapitre 9.2 – modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance**

### **Article 9.2.1 –déclaration des émissions polluantes**

Conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant déclare au préfet pour chaque année civile, les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets susvisé.

## **Chapitre 9.3 – documents tenus à la disposition de l'inspection**

### **Article 9.3.1 – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation environnemental initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, etc.)
- les analyses des fientes en vue de leur normalisation,
- les documents d'accompagnement commercial relatifs à la commercialisation des fientes normées le cas échéant,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté, ces documents peuvent être informatisés.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

## **Titre 10 – Dispositions de mise en œuvre de la Directive IED**

### **Chapitre 10.1 – Meilleures techniques disponibles**

#### **Article 10.1.1 –définitions**

En matière d'élevage de volailles, les meilleures techniques disponibles reposent sur :

- l'application de bonnes pratiques agricoles et d'une politique interne environnementale,
- la stratégie d'alimentation des volailles,
- les usages de l'eau et l'énergie,



- les émissions : sonores, poussières, odeurs,
- la gestion des effluents : stockage, traitement, épandage,
- la surveillance des émissions,
- les émissions d'ammoniac selon le type de logement.

#### **Article 10.1.2 – mise en œuvre**

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles susvisées, à savoir :

- une surveillance au moins annuelle de l'azote et du phosphore excrétés par calcul, au moyen d'un bilan massique basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux,
- une surveillance au moins annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac basé sur le mode de calcul GEREPA mis à disposition par le ministre en charge de l'environnement pour les déclarations d'émissions polluantes et de déchets,
- une surveillance au moins annuelle de la consommation d'eau au moyen de relevés qui seront consignés dans un registre,
- une surveillance au moins annuelle de la consommation d'électricité, de combustible, du nombre d'animaux entrants et sortants, y compris les décès, de la consommation d'aliments, de la production de fientes et de produits normés.

L'exploitant prend les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

### **Titre 11 – Délai et voie de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif ou contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25044 BESANCON Cedex 3,

- par l'entreprise dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié ;
- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Titre 12 – Notification et publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs .

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à l'EARL Poulailier Kolly par courrier transmis avec accusé de réception.

## **Titre 13 – Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs et la Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Doubs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de GONSANS.

Fait à BESANÇON, le 14 FEV. 2022  
pour le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Philippe PORTAL